

Analyse économique en rapport avec les élections municipales de Québec 2005

Jean-Paul Gravel,
économiste et urbaniste
Chargé d'enseignement à l'Université Laval
en économie urbaine et régionale

Mardi, le 25 octobre 2005

Plan de présentation

Remarques liminaires

1^{ère} Partie: L'approche retenue

- 1. Objectifs de la présentation et approche retenue**
 - 1.1. Objectifs de la présentation**
 - 1.2. Approche d'analyse retenue des programmes électoraux**

2^{ième} Partie: L'information

- 2. Mise à niveau de l'information pertinente aux électeurs**
 - 2.1. Faits pertinents concernant l'économie de la région métropolitaine de Québec;**
 - 2.2. Faits pertinents concernant les états financiers de la ville de Québec.**

3^{ième} Partie: L'évaluation

- 3. Méthode d'évaluation des programmes électoraux**
 - 3.1. Justification à partir de la théorie du choix public;**
 - 3.2. Justification à partir de l'économie publique;**
 - 3.3. Exposé et justification synthèse de la grille d'analyse retenue.**
- 4. Analyse des programmes des candidats à la mairie de Québec**

4^{ième} Partie: Conclusion et période de questions

Remarques liminaires

- Des déclarations contradictoires...
- Qu'en est-il au juste d'un énoncé du Conference Board sur la région métropolitaine de Québec, énoncé que cite régulièrement monsieur Claude Larose?

« la croissance économique de la région métropolitaine de Québec, qui fut exceptionnelle en 2001 (7,3%) et bonne en 2002 (3,7%), fut presque nulle en 2003 (0,8%). L'année 2004 aura connu une reprise avec un taux de croissance de 1,9% ».

Le Conference Board prévoit de bonnes croissances du PIB de 2,7% en 2005 et de 3,2% en 2006. Il s'agit de prévisions moins élevées que celle que Conference Board avait publiée en novembre dernier...

Remarques liminaires (suite...)

Commentaires sur la nouvelle du Conference Board

Tableau 1: données comparatives sur la population active dans la RMRQ

	RMR Québec		RMR Montréal	
	Août 2005 (en milliers)	Var. août 2004 à août 2005 (en %)	Août 2005 (en milliers)	Var. août 2004 à août 2005 (en %)
Population	594,3	1,2	2 972,6	1,4
Population active	397,5	2,6	2 008,3	1,8
En emploi	369,9	0,8	1 840,7	1,8
En chômage	27,5	34,8	167,6	1,1

Sources: Statistique Canada; http://www40.statcan.ca/102/cst01/1fss03b_f.htm

1^{ère} Partie: Approche retenue

Objectifs visés par la présente analyse

1. Donner aux électeurs une information claire, complète et rigoureuse sur l'économie et les finances de la ville de Québec;
2. Évaluer les programmes en fonction de cette information.

Hypothèse de départ: Il n'y a pas de programme ayant des propriétés de stratégie dominante ou de surclassement

Conclusion de l'analyse: Rejet de l'hypothèse de départ.

Il y a un programme qui est dominant, donc meilleur.

Approche retenue (suite...)

Approches de présentation possibles

Deux approches possibles:

- A) Procéder par étapes à l'élaboration de l'analyse pour en arriver à la conclusion finale sur la classification comparative des programmes sur la base de la théorie du choix public;
- B) Établir les conclusions et ensuite, étape par étape, démontrer rigoureusement le chemin conduisant aux conclusions.

La conclusion du processus d'analyse est la suivante:

- **À la question « Y a-t-il un programme meilleur que les autres »?**
- **La réponse est oui.**
- **Il s'agit du programme de Vision Québec.**

(Par meilleur, on entend un programme qui, pour au moins un des critères d'évaluation, est supérieur aux autres programmes et qui, pour tous les autres critères, est supérieur ou au moins équivalent).

Qu'est-ce que la Théorie du Choix Public ?

La Théorie du Choix Public vise à :

- Appliquer la théorie NÉO-CLASSIQUE aux comportements politiques (des électeurs et des élus) mais aussi à ceux des fonctionnaires et autres «bureaucrates»;
- Expliquer les comportements par la stricte recherche de l'intérêt personnel, tout en proposant des règles institutionnelles grâce auxquelles il peut s'épanouir au maximum.

Sources: Dictionnaire d'analyse économique, Dominique Guerrien.

1^{ère} Partie: L'approche retenue (suite...)

La Théorie du Choix Public pose que :

- Du point de vue de l'électeur tout vote n'est fait « que dans la perspective d'obtenir un gain»;
- Les politiciens n'ont pour but « que de tirer le maximum d'avantages personnels de l'exercice du pouvoir : pour y parvenir, ils doivent gagner les voix des électeurs, en leur faisant des promesses de tout ordre... (il faut plus ou moins leurrer les électeurs sans perdre leurs votes);
- La théorie du Public Choice est nettement différente de celle du BIEN-ÊTRE où il est implicitement supposé qu'il existe une entité bénévole (État ou commissaire priseur) qui cherche à mettre en œuvre des affectations des ressources optimales au sens de Pareto.

Sources: Dictionnaire d'analyse économique, Dominique Guerrien.

Application de la théorie du choix public

La théorie suppose que:

- 1- Les électeurs soient informés;
- 2- Elle reconnaît que l'information est asymétrique: les politiciens au pouvoir ont accès à une information privilégiée.

Aux fins de l'analyse comparative, l'application de la théorie requiert:

- 1- une mise à jour objective de l'information sur:
 - L'état de l'économie régionale;
 - L'état des finances municipales.
- 2- des outils, i.e. disposer d'un critère de référence pour:
 - évaluer les programmes électoraux et les candidats du point de vue des gains recherchés par l'électeur (p. ex.: une bonne gestion municipale);
 - Utiliser la théorie de l'économie publique, soit les trois branches de toute administration publique de quelque niveau que ce soit.
- 3- un modèle universel de type multicritère de gestion municipale.

2^{ième} Partie: L'information

Contenu des informations:

- Performance économique de la RMRQ
 - Évolution des données de base de l'emploi par secteur d'activité de 2000 à 2004, RMRQ
 - Indices de concentration
 - Indices de compétitivité
- État des finances municipales, 2002-2004:
 - Dépenses
 - Recettes
- Évolution du volume de la construction, 2000 à 2004, RMRQ

2^{ème} Partie: L'information (suite...)

Performance économique de la RMRQ

Tableau: Évolution des données de base de l'emploi par secteur d'activité de 2000 à 2004, RMRQ

SECTEURS D'ACTIVITÉ	2000		2001		2002		2003		2004	
	emplois	%	emplois	%	emplois	%	emplois	%	emplois	%
SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS	47	14,32%	50	15%	54	14,95%	52,6	14,62%	51,2	14,04%
Agriculture	1	0,15%	2	1%	2	0,55%	1,5	0,42%	0,5	0,14%
Foresterie pêche, extraction...	2	0,55%	2	0%	0	0,00%	1,6	0,44%	1,8	0,49%
Services publics	2	0,71%	2	1%	0	0,00%	2,1	0,58%	2,8	0,77%
Construction	11	3,26%	12	4%	14	3,74%	15,7	4,36%	13,6	3,73%
Fabrication	31	9,37%	31	9%	36	9,93%	31,7	8,81%	32,1	8,80%
SECTEUR DES SERVICES	279	85,71%	289	85%	307	85,08%	307,3	85,38%	313,4	85,93%
Commerce	54	16,69%	53	16%	58	15,97%	57,6	16,00%	58,7	16,10%
Transport et entreposage	14	4,24%	12	3%	12	3,33%	13,9	3,86%	16,9	4,63%
Finance, assurances, immobiliers etc.	23	7,04%	27	8%	24	6,60%	21,1	5,86%	23,2	6,36%
Services professionnels, scientifiques...	25	7,56%	25	7%	22	6,05%	23,2	6,45%	22	6,03%
Services aux entreprises, services...	11	3,47%	13	4%	14	3,74%	12,5	3,47%	16,7	4,58%
Services d'enseignement	23	7,10%	22	6%	29	8,01%	29	8,06%	26	7,13%
Soins de santé et assistance sociale	44	13,49%	46	14%	52	14,28%	50	13,89%	47,4	13,00%
Information, culture et loisirs	12	3,72%	14	4%	13	3,58%	15,9	4,42%	17,2	4,72%
Hébergement et services de restauration	21	6,55%	25	7%	27	7,52%	25,7	7,14%	25,5	6,99%
Autres services	13	4,06%	15	4%	17	4,60%	13,2	3,67%	17,7	4,85%
Administration publique	39	11,86%	39	11%	41	11,37%	45,1	12,53%	42,2	11,57%
Emploi total	325		339	100%	361	100,00%	359,9	100,00%	364,7	100,00%

Sources: ISQ

2^{ème} Partie: L'information (suite...)

Performance économique
de la RMRQ

**Indices de concentration
spatiale des emplois par
secteur d'activité
(2004)**

Légende:

Indice < 1 : Importateur

Indice = 1 : Autosuffisant

Indice > 1 : Exportateur

SECTEURS D'ACTIVITÉ	Indice
SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS	0,55
Agriculture	0,10
Foresterie pêche, extraction...	0,50
Services publics	0,87
Construction	0,81
Fabrication	0,50
SECTEUR DES SERVICES	1,12
Commerce	0,94
Transport et entreposage	0,94
Finance, assurances, immobiliers etc.	1,15
Services professionnels, scientifiques...	0,98
Services aux entreprises, services...	1,44
Services d'enseignement	1,07
Soins de santé et assistance sociale	1,06
Information, culture et loisirs	1,04
Hébergement et services de restauration	1,23
Autres services	1,02
Administration publique	1,91

Sources: Traitement Shift-and-Share
à partir des données de l'ISQ

2^{ème} Partie: L'information (suite...)

Performance économique de la RMRQ (suite...)

Indices de compétitivité par secteur d'activité (2000-2004)

Légende:

Indice < 0 : En arrière du peloton

Indice = 0 : Dans le peloton

Indice >0 : En avant du peloton

SECTEURS D'ACTIVITÉ	Indice
SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS	8,5 %
Agriculture	19,0 %
Foresterie pêche, extraction...	11,7 %
Services publics	7,0 %
Construction	9,3 %
Fabrication	5,6 %
SECTEUR DES SERVICES	1,5 %
Commerce	- 6,3%
Transport et entreposage	16,5 %
Finance, assurances, immobiliers etc.	- 7,7 %
Services professionnels, scientifiques...	- 22,4 %
Services aux entreprises, services...	40,9 %
Services d'enseignement	4,5 %
Soins de santé et assistance sociale	- 13,2 %
Information, culture et loisirs	30,0 %
Hébergement et services de restauration	17,3 %
Autres services	31,6 %
Administration publique	1,9 %

Sources: Traitement Shift-and-Share à partir des données de l'ISQ

État des finances municipales

DÉPENSES DE LA VILLE DE QUÉBEC, 2002-2004 (En dollars courants)

\$ courants	2002	2004	2002-2004
Administration	102 453 887,00 \$	117 798 381,00 \$	7,23%
Sécurité publique	128 642 593,00 \$	135 238 870,00 \$	2,53%
Transport	149 409 794,00 \$	167 320 205,00 \$	5,82%
Hygiène du milieu	72 598 854,00 \$	81 827 417,00 \$	6,17%
Santé et bien-être	4 086 393,00 \$	3 160 299,00 \$	-12,06%
Aménagement et urbanisme	48 734 874,00 \$	64 968 401,00 \$	15,46%
Loisirs et culture	64 038 392,00 \$	75 502 330,00 \$	8,58%
Sous-total	569 964 787,00 \$	645 815 903,00 \$	6,45%
Frais financiers	87 131 986,00 \$	79 833 788,00 \$	-4,28%
Total	657 096 773,00 \$	725 649 691,00 \$	5,09%

Sources: Rapports financiers 2002, 2003 et 2004, ville de Québec

État des finances municipales (suite...)

DÉPENSES DE LA VILLE DE QUÉBEC, 2002-2004 (En dollars constants)

\$ constants de 1992	2002	2004	2002-2004
Administration	88 170 298,62 \$	97 033 262,77 \$	4,91%
Sécurité publique	110 707 911,36 \$	111 399 398,68 \$	0,31%
Transport	128 579 857,14 \$	137 825 539,54 \$	3,53%
Hygiène du milieu	62 477 499,14 \$	67 403 144,15 \$	3,87%
Santé et bien-être	3 516 689,33 \$	2 603 211,70 \$	-13,96%
Aménagement et urbanisme	41 940 511,19 \$	53 515 981,05 \$	12,96%
Loisirs et culture	55 110 492,25 \$	62 193 023,06 \$	6,23%
Sous-total	490 503 259,04 \$	531 973 560,96 \$	4,14%
Frais financiers	74 984 497,42 \$	65 760 945,63 \$	-6,35%
Total	565 487 756,45 \$	597 734 506,59 \$	2,81%

2^{ème} Partie: L'information (suite...)

État des finances municipales (suite...)

RECETTES DE LA VILLE DE QUÉBEC, 2002-2004

\$ courants	2002	2004	2002-2004
Taxes foncières	529 020 300,00 \$	591 538 781,00 \$	5,74%
En-lieu de taxes	84 403 656,00 \$	89 619 650,00 \$	3,04%
Autres sources locales	87 765 218,00 \$	102 870 039,00 \$	8,26%
Transferts inconditionnels	26 480 513,00 \$	36 717 150,00 \$	17,75%
Transferts conditionnels	55 142 603,00 \$	66 028 673,00 \$	9,43%
Total	782 812 290,00 \$	886 774 293,00 \$	6,43%
\$ constants de 1992	2002	2004	2002-2004
Taxes foncières	455 267 039,59 \$	487 264 234,76 \$	3,45%
En-lieu de taxes	72 636 537,01 \$	73 821 787,48 \$	0,81%
Autres sources locales	75 529 447,50 \$	84 736 440,69 \$	5,92%
Transferts inconditionnels	22 788 737,52 \$	30 244 769,36 \$	15,20%
Transferts conditionnels	47 454 907,92 \$	54 389 351,73 \$	7,06%
Total	673 676 669,54 \$	730 456 584,02 \$	4,13%

Évolution de la construction

Tableau: Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, 2000-2004, ville de Québec

	2000	2001	2002	2003	2004	Variation 2004/2003	Taux de croissance annuel moyen
Tous les secteurs	379 803	592 100	569 604	706 433	718 275	1,7	17,3
Commercial	156 465	185 241	149 077	197 381	183 453	-7,1	4,1
Industriel	17 707	19 343	26 820	22 867	11 825	-48,3	-9,6
Institutionnel	44 408	162 154	57 464	51 859	102 898	98,4	23,4
Résidentiel	161 223	225 362	336 243	434 326	420 099	-3,3	27,1

3^{ème} Partie: L'évaluation

- **1^{er} critère d'évaluation:** **Dans quelle mesure les programmes électoraux répondent-ils aux objectifs des électeurs?**
 - Exposé et justification d'une grille d'analyse multicritère sur la base de la théorie des trois branches de toute administration publique y compris l'administration publique municipale
 - La théorie des trois « branches » de l'administration publique
 - Description et justification du modèle, son fonctionnement
 - Évaluation des programmes
 - Tableau synthèse
- **2^e critère d'évaluation:** **Exposé et justification d'un critère particulier de style « culture d'entreprise »**
 - Analyse des partis en présence
 - Tableau synthèse
- **Classement global des programmes**

L'économie publique: Les trois branches de l'administration publique

- Les administrations publiques non-marchandes englobent l'ensemble des organismes dépendant des Pouvoirs Publics aux différents niveaux d'administration : État fédéral, provinces, MRC, municipalités.
- Sont considérées comme non-marchandes les « activités de production de biens et services dont la vente couvre moins de 50% de leurs coûts et dont le solde est financé par des crédits publics ». (p.26)

L'économie publique: Les trois branches de l'administration publique (suite...)

Classification en trois « branches » des activités économiques du secteur public non-marchand:

1. L'activité affectation des ressources pour la production de biens publics.

Il faut distinguer parmi ces biens ceux qui sont publics non-marchands par nature (biens publics purs dans la notation de Musgrave) et ceux qui ne le sont que par décisions institutionnelles (les «biens privatifs» publicisés).

La gestion optimale de cette activité pose essentiellement des problèmes d'efficacité comme pour toute production, qu'elle soit marchande ou non-marchande.

2. La régulation de l'activité économique

3. La redistribution des revenus et de la richesse

Exposé et justification synthèse de la grille d'analyse retenue

1

Optimiser le rôle social et économique de Québec en tant que ville centre de la RMRQ,

1. en poursuivant un développement optimal des activités économiques et de l'emploi;
2. en assurant un milieu de vie de qualité élevée au plan environnemental et au plan des activités quotidiennes des citoyens, et,
3. en minimisant le coût des services municipaux...
4. ... tout en poursuivant une politique d'équité fiscale.

Optimiser le développement économique selon les exigences du développement durable

Optimiser la qualité de vie des citoyens

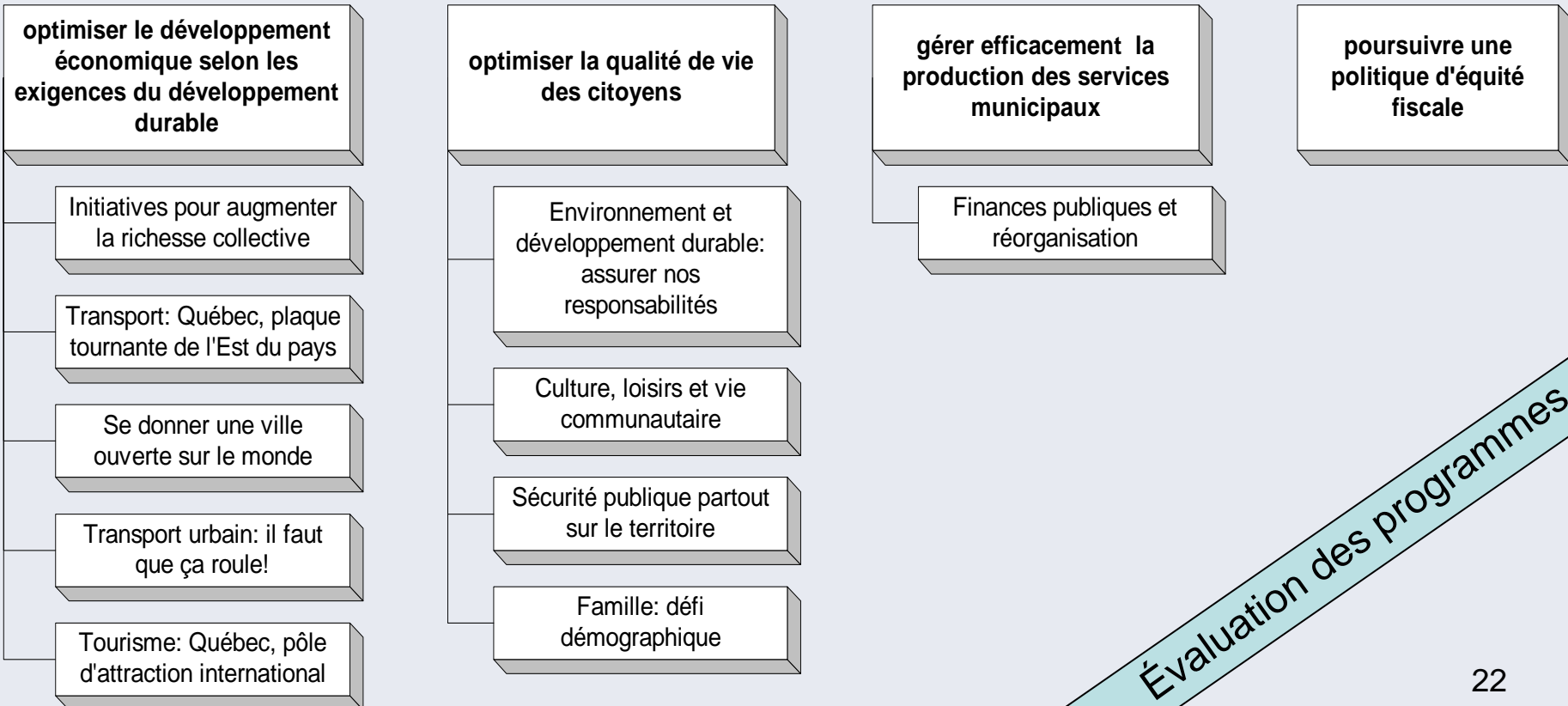
Gérer efficacement la production des services municipaux

Poursuivre une politique d'équité fiscale

Équipe Bellemarre, Vision Québec

Optimiser le rôle social et économique de Québec en tant que ville centre de la RMRQ,

1. en poursuivant un développement optimal des activités économiques et de l'emploi,
2. en assurant un milieu de vie de qualité élevée au plan environnemental et au plan des activités quotidiennes des citoyens, et,
3. en minimisant le coût des services municipaux
4. tout en poursuivant une politique d'équité fiscale



Équipe Bouchard, ACQ

Optimiser le rôle social et économique de Québec en tant que ville centre de la RMRQ,

1. en poursuivant un développement optimal des activités économiques et de l'emploi,
2. en assurant un milieu de vie de qualité élevée au plan environnemental et au plan des activités quotidiennes des citoyens, et,
3. en minimisant le coût des services municipaux
4. tout en poursuivant une politique d'équité fiscale

optimiser le développement économique selon les exigences du développement durable

Développement économique

optimiser la qualité de vie des citoyens

Réseaux de transport

Environnement

Sécurité publique

Organismes communautaires

Habitation

Sports et loisirs

Culture et patrimoine

Services de proximité

Démographie

gérer efficacement la production des services municipaux

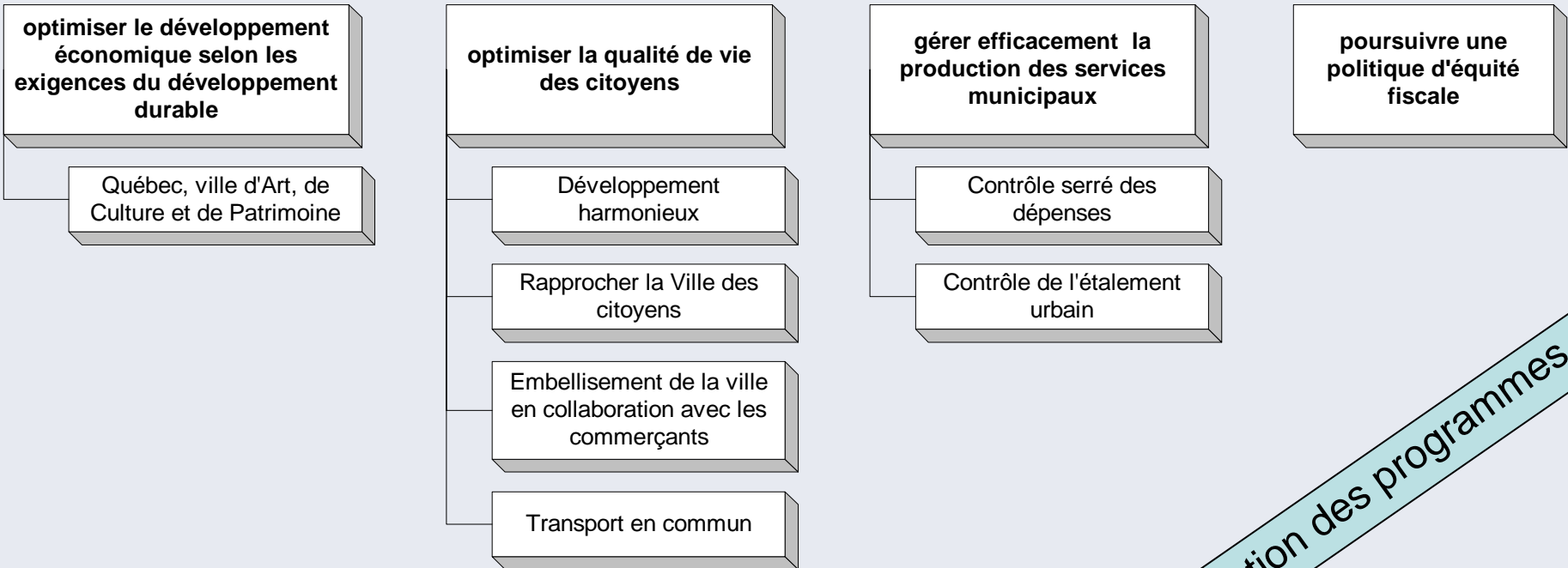
Finances et administration

poursuivre une politique d'équité fiscale

Évaluation des programmes

Optimiser le rôle social et économique de Québec en tant que ville centre de la RMRQ,

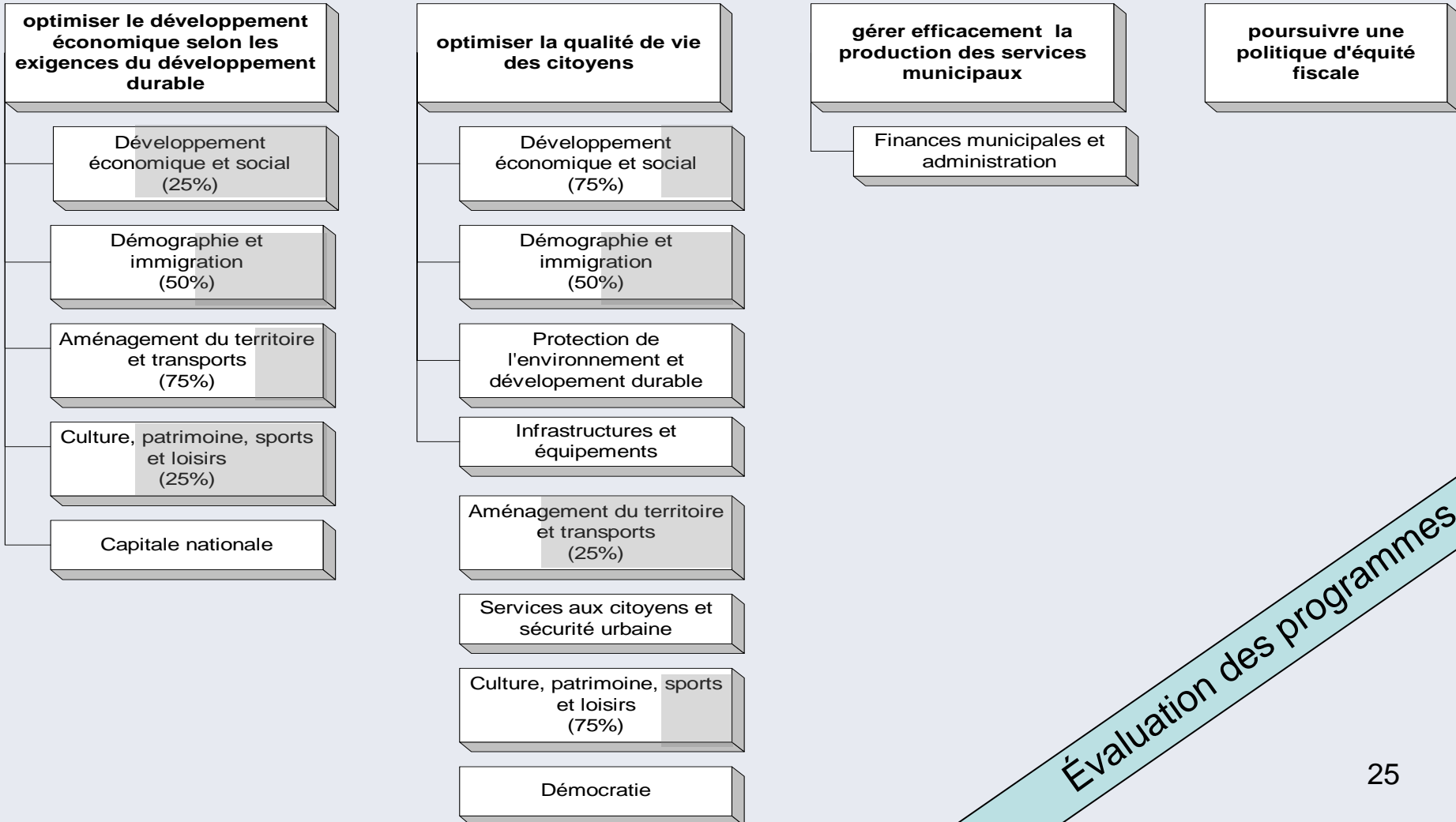
1. en poursuivant un développement optimal des activités économiques et de l'emploi,
2. en assurant un milieu de vie de qualité élevée au plan environnemental et au plan des activités quotidiennes des citoyens, et,
3. en minimisant le coût des services municipaux
4. tout en poursuivant une politique d'équité fiscale



Équipe Larose, RMQ

Optimiser le rôle social et économique de Québec en tant que ville centre de la RMRQ.

1. en poursuivant un développement optimal des activités économiques et de l'emploi,
2. en assurant un milieu de vie de qualité élevée au plan environnemental et au plan des activités quotidiennes des citoyens, et,
3. en minimisant le coût des services municipaux
4. tout en poursuivant une politique d'équité fiscale



3^{ème} Partie: L'évaluation (suite...)

Tableau synthèse de l'analyse des programmes électoraux en fonction de la théorie du choix public

	Bellemare	Bouchard	Boucher	Larose
Optimiser le développement économique selon les exigences du développement durable	** **	*	*	*
Optimiser la qualité de vie des citoyens	***	***	***	***
Gérer efficacement la production des services municipaux	**	*	*	*
Poursuivre une politique d'équité fiscale	Critère absent des débats			

4^{ième} Partie: Conclusion et période de questions

- Pour toutes ces raisons, Vision Québec est retenu comme le meilleur programme électoral
- Allez et votez!
- Merci de votre attention!
- Des questions?